

Burkina Faso
Unité – Progrès – Justice

Ministère de l'Economie, des Finances
et de la Prospective

Secrétariat général

Institut national de la statistique et de
la démographie



Les comptes nationaux annuels

(Année 2021)

Résumé de l'activité économique de l'année 2021

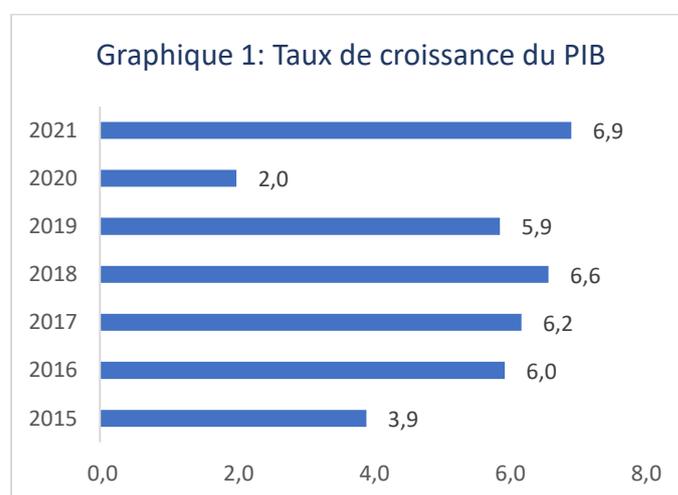
Une hausse de la croissance économique en 2021 (+6,9%)

L'activité économique au Burkina Faso s'est considérablement améliorée en 2021. En effet, le produit intérieur brut (PIB) a connu une augmentation de 6,9% en 2021 après une faible croissance de 2,0% en 2020. Cette croissance est imputable au dynamisme de l'activité économique du côté de l'offre tout aussi bien que de la demande.

Du côté de l'offre, la croissance est principalement imputable au secteur tertiaire (+5,5 points de croissance) dont la valeur ajoutée a connu une hausse en volume de 12,2% en 2021 après une baisse de 2,3% en 2020. La valeur ajoutée du secteur secondaire a connu une hausse de 6,9% en 2021, induisant une contribution du secteur de 2,0 points à la croissance. Le secteur primaire par contre contribue négativement à la croissance (-1,3 point) avec une valeur ajoutée en baisse considérable de 7,3%.

Du côté de la demande, cette croissance est principalement portée par la hausse importante des exportations en volume (+13,4%), contribuant à la croissance du PIB à hauteur de 4,3 points. L'augmentation des exportations est plus importante que celle des importations (+6,5%), d'où une amélioration

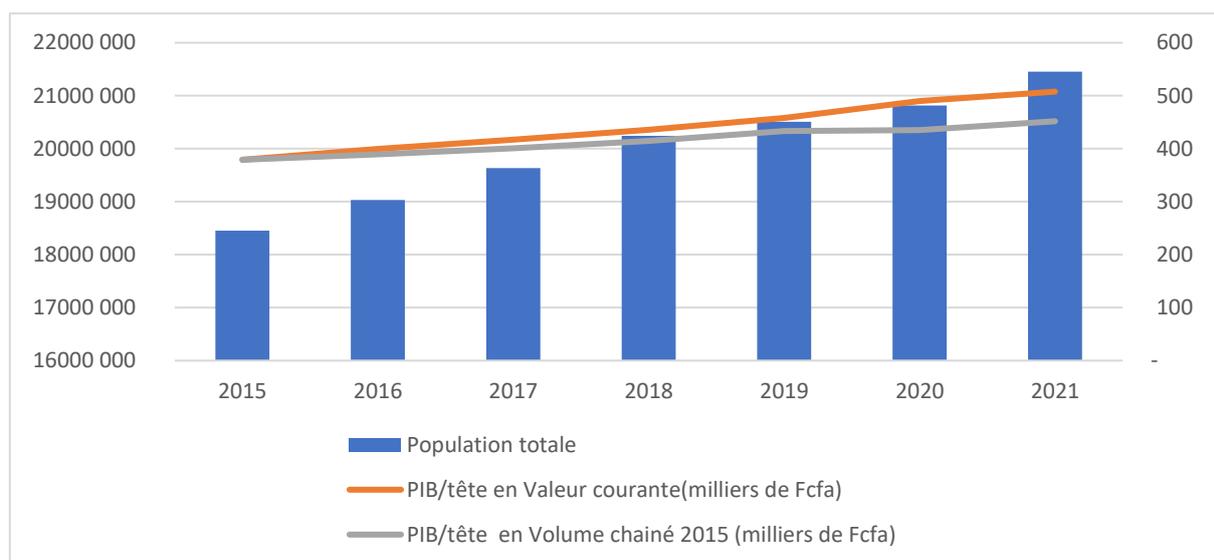
du solde des échanges extérieurs, entraînant ainsi une contribution de 2,4 points à la croissance. La consommation finale a connu une hausse de 7,0% après une légère baisse de 0,8% en 2020 et contribue de 5,6 points à la croissance. Quant aux investissements, ils ont fortement diminué (-5,9%) après une baisse de 1,5% en 2020 et contribuent négativement à la croissance au cours de ces deux années (respectivement -0,3 et -1,0 point en 2020 et en 2021).



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

Le PIB nominal par tête tout comme le PIB réel par tête est en nette augmentation en l'année 2021. Evalué à 490 068 FCFA en 2020, le PIB nominal par tête atteint 507 686 FCFA en 2021, soit une hausse de 3,6%. De même, le PIB réel par tête de l'économie burkinabè augmente de 3,4% en passant de 435 425 à 451 802 FCFA.

Figure 1 : Évolution du PIB par tête (en milliers de FCFA) et de la population



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

L'activité économique mondiale s'est considérablement accélérée en 2021 avec un taux de croissance du PIB estimé à 5,2% après une chute de 3,1% en 2020. Définissant un effet de rattrapage à la sortie de la crise sanitaire de la COVID-19, une importante accélération de l'activité est au même titre observé à travers le monde.

Dans les pays avancés, la croissance est estimée à 5,2% en 2021 contre une croissance à la baisse de 4,2% en 2020. Aux Etats-Unis et dans la zone, les taux de croissance sont respectivement de l'ordre de 6,0% et 5,0% en 2021.

Dans les économies émergentes et les pays en développement, le PIB connaît une hausse de 6,4% après une baisse de 2,1% en 2020. La Russie et l'Inde enregistrent une croissance s'affichant respectivement à 4,7% et 9,5% en 2021.

En Afrique subsaharienne, en raison de la mise en œuvre des mesures d'atténuation de la pandémie de la COVID-19 dans certains pays de la zone, le taux de croissance du PIB est passé de -3,0% en 2020 à 3,7% en 2021. En Afrique du Sud, après une forte contraction de 6,4% en 2020, l'activité économique a connu une hausse de 5,0% en 2021.

Dans la Zone CEDEAO, après une légère baisse de 0,6% en 2020, le taux de croissance économique passe à 3,6% en 2021. Au Nigeria, le taux de croissance économique est de l'ordre de 2,6% en 2021 contre -1,8% en 2020, en lien avec la hausse des cours et la production pétrolière et un rebond généralisé dans les autres secteurs de l'économie.¹

¹ Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2021

1. Évolution de l'offre

1.1. Évolution globale de l'offre

Une forte croissance économique en 2021 (+6,9%)

L'activité économique au Burkina Faso connaît un rebond de 6,9% en 2021 après un ralentissement de 2,0% en 2020 soit une accélération de 4,9 points de croissance.

Cette situation résulte d'un fort dynamisme des activités économiques enregistrée dans les secteurs tertiaire et secondaire qui ont connu des taux de croissance respectifs de 12,2% et 6,9% en 2021. En effet, en 2021, le secteur tertiaire a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 5,5 points et le secteur secondaire à 2,0 points.

Le secteur primaire a connu une importante baisse de l'activité avec un taux de croissance de -7,3% en 2021 après 1,0% en 2020. Cela s'explique par la mauvaise pluviométrie et la persistance de la crise sécuritaire. En termes de contribution à la croissance économique, elle est estimée à -1,3 point pour ce secteur.

L'économie du Burkina Faso en 2021 demeure une économie de service avec un secteur tertiaire qui représente 47,2% du PIB (après 43,4% en 2020) devant le secteur secondaire (29,5%) et le secteur primaire (15,5%).

1.2. Évolution sectorielle de l'offre

Une forte progression de la croissance de l'activité économique dans le secteur tertiaire (+12,2%)

Les activités dans le secteur tertiaire ont connu une progression substantielle de 12,2% en 2021 après une baisse de 2,3% en 2020. Cette reprise du rythme de l'activité économique est imputable à tous les sous-secteurs du tertiaire. Ce qui traduit une amélioration de l'activité en 2021 par rapport à l'année 2020. En effet, les services des administrations publiques se sont accrus de 16,8% avec une contribution de +3,7 points à la croissance du PIB en 2021. Il en est de même pour les services financiers et d'assurance et les services du commerce et de réparation avec des croissances en volume respectives de 21,9% et 4,3% et des contributions équivalentes respectives de 0,4 point sur les deux années.

En termes de contribution à l'essor économique, le secteur tertiaire a été le principal moteur en 2021, avec une contribution de +5,5% après une contribution négative de 1,1% en 2020.

Un ralentissement du rythme de l'activité économique dans le secteur secondaire (+6,9%)

Les activités dans le secteur secondaire ont connu des croissances successives de 9,9% en 2020 et 6,9% en 2021. L'amélioration progressive du niveau de l'activité économique dans ce secteur est en grande partie due aux activités de l'extraction qui ont réalisé une performance de 10,4% en 2021

après une progression de 12,4% en 2020. Ce qui dénote en particulier une amélioration des activités en 2021 due notamment à l'extraction de l'or qui a connu une progression de 10,5% après une progression de 15,4% en 2020. La contribution de l'extraction d'or à la croissance économique est estimée à 1,5 point en 2021.

Par ailleurs les sous-secteurs des activités manufacturières, Électricité-eau-assainissement et des BTP contribuent à hauteur de 0,5 point à la croissance économique. Les activités manufacturières enregistrent une croissance de 2,8%, le sous-secteur Électricité-eau-assainissement croît de 7,7% et les BTP évoluent de 2,6% en 2021. Ce dernier sous-secteur connaît un ralentissement du rythme de la croissance économique de 14,5 points de pourcentage par rapport à l'année 2020.

Après le secteur tertiaire, le secteur secondaire est le deuxième secteur qui a le plus contribué à l'essor économique (+2,0%).

Un repli net de l'activité économique dans le secteur primaire (-7,3%)

Dans le secteur primaire, l'activité économique a connu une chute de 7,3% avec une contribution négative à la croissance économique en 2021 (-1,3 point). Le niveau de l'activité économique dans ce secteur est imputable à la baisse du rythme de l'activité de l'agriculture hors égrenage qui contribue à hauteur de -1,4 point à la croissance. Comparé à l'année 2020, le sous-secteur de l'élevage a connu une croissance de 2,4% avec une contribution de 0,1 point à la croissance économique.

Tableau 1 : Évolution sectorielle de la valeur ajoutée

	Evolution du taux de croissance en volume (en pourcentage)			2021		
				Prix courant (en milliards de FCFA)	Prix Volumes chaînés à partir de 2015, (en milliards de FCFA)	Contribution à la croissance du PIB (en %)
	2019	2020	2021			
Secteur primaire	-0,7	1,0	-7,3	1 883,4	1 664,0	-1,3
Agriculture	-3,1	1,6	-10,4	1 439,9	1 108,6	-1,4
<i>Agriculture hors égrenage de coton</i>	-1,6	3,9	-10,7	1 409,4	1 096,9	-1,4
<i>Égrenage de coton</i>	-27,2	-33,1	2,1	30,5	27,9	0,0
Élevage	7,6	0,5	2,4	210,8	388,3	0,1
Sylviculture et chasse	4,8	-3,2	1,9	197,6	147,7	0,0
Pêche et aquaculture	4,9	5,3	-0,2	35,1	33,9	0,0
Secteur secondaire	8,5	9,9	6,9	3 110,3	2 647,1	2,0
Activités extractives	-7,8	12,4	10,4	1 620,7	1 009,2	1,6
<i>Extraction de minerais d'or</i>	-10,7	15,4	10,5	1 485,5	868,4	1,5
<i>Autres activités extractives</i>	16,3	-22,4	5,1	70,7	65,9	0,0
<i>Prospection minière et autres activités de soutien</i>	2,0	0,5	12,6	64,5	60,8	0,1
Activités manufacturières	2,2	4,8	2,8	1 086,2	942,2	0,3
<i>Agroalimentaire</i>	7,3	6,1	3,0	783,1	652,5	0,2
<i>Fabrication de textiles et articles d'habillements</i>	1,1	4,2	3,2	109,8	113,3	0,0
<i>Fabrication de produits minéraux</i>	-59,6	64,8	-4,7	31,4	29,1	0,0
<i>Autres industries manufacturières</i>	0,0	-9,8	2,6	162,0	137,9	0,0
Électricité - Eau – Assainissement	-5,4	8,7	7,7	101,7	66,9	0,1
Construction	85,8	17,1	2,6	301,7	585,0	0,1
Secteur tertiaire	7,7	-2,3	12,2	4 888,8	4 333,9	5,5
Commerce et réparation	6,5	1,1	4,3	882,7	842,8	0,4
Transport et entreposage	8,0	-2,8	26,5	162,3	122,5	0,3
Hébergement et restauration	2,6	4,3	4,6	220,6	232,8	0,1
Information et communication	9,8	-1,3	11,7	277,1	289,2	0,3
Services Financiers et assurances	0,6	14,1	21,9	227,0	208,2	0,4
Activités immobilières	3,3	1,2	1,4	521,0	498,2	0,1
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de soutien et de bureau	6,5	7,4	15,1	156,5	139,1	0,2
Services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels	10,4	-7,1	16,8	2 441,5	1 986,1	3,7
Total	6,0	2,0	6,8	9 882,5	8 704,1	6,2
Impôts et taxes nets sur les produits	0,9	1,7	9,1	1010,3	948,5	0,7
Produit Intérieur Brut	5,5	2,0	6,9	10 892,7	9 657,0	6,9
Écart statistique (écart de chaînage)				0	63,6	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2. Évolution de la demande

2.1.Évolution globale de la demande

La demande intérieure, principal facteur de la croissance économique

La demande intérieure a été le principal facteur qui a tiré la croissance économique en 2021, avec une contribution de 4,6 points à la croissance de l'économie nationale. Cette demande a connu une croissance de 4,1% en volume en 2021 contre une baisse de 1% en 2020 montrant ainsi une reprise de la croissance de cette demande intérieure.

En termes de structure, la consommation finale demeure la principale composante du PIB. Elle représente 81,2% du PIB. En effet, elle a contribué à 5,6% à la croissance économique de 2021 (contre une contribution de -0,7 point en 2020).

Le taux de croissance des investissements a connu une forte baisse ; il est passé de -1,5% en 2020 à -5,9% en 2021 impactant la croissance du PIB de -0,1 point en 2021 (contre une contribution de -0,3 en 2020).

La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB est de 2,4 points en 2021 (contre une contribution de 3,0 points en 2020). Cette contribution à la de croissance est due à une croissance des importations (+6,5%) moins importantes que celle des exportations qui est passé de 11,9% à 13,4% entre 2020 et 2021.

Tableau 2 : Évolution des différentes composantes de la demande globale

	Evolution en volume au prix constant de 2015			2021		
	2019	2020	2021	Prix courant en milliard de F CFA	Prix constant 2015 en milliard de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	5,4	-0,8	7,0	8855,6	7875,3	5,6
Dont : Ménage	3,7	2,2	2,9	6285,2	5710,1	1,7
Admiration Publique	12,4	-9,0	18,0	2209,7	1821,4	3,6
ISBSLM	-0,4	-3,8	11,1	360,7	310,6	0,4
(2) Investissement (21) + (22) + (23)	11,2	-1,5	-5,9	1690,5	2008,8	-1,0
Dont : (21) Formation Brute de Capital Fixe	14,9	6,4	3,2	1935,0	2266,3	0,6
(22) Variation des Stocks	-36,3	-167,0	257,2	-246,7	-251,7	-1,6
(23) Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	3,1	7,6	12,0	2,1	1,6	0,0
(3) Exportations nettes (31) - (32)	15,6	-32,7	-31,3	346,7	-328,5	2,4
(31) Exportations	0,1	11,9	13,4	3582,4	2977,4	4,3
Dont : Biens	-1,7	13,4	14,0	3335,7	2710,4	4,1
Services	20,6	-2,8	6,0	246,7	255,3	0,1
(32) Importations	3,4	1,5	6,5	3235,7	3305,9	1,9
Dont : Biens	2,5	1,7	6,5	2817,8	2879,9	1,6
Services	9,0	0,4	6,3	417,9	427,7	0,2
PIB = (1) + (2) + (3)	5,9	2,0	6,9	10892,7	9693,7	6,9
Ecart statistique (écart de chainage)					138,1	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

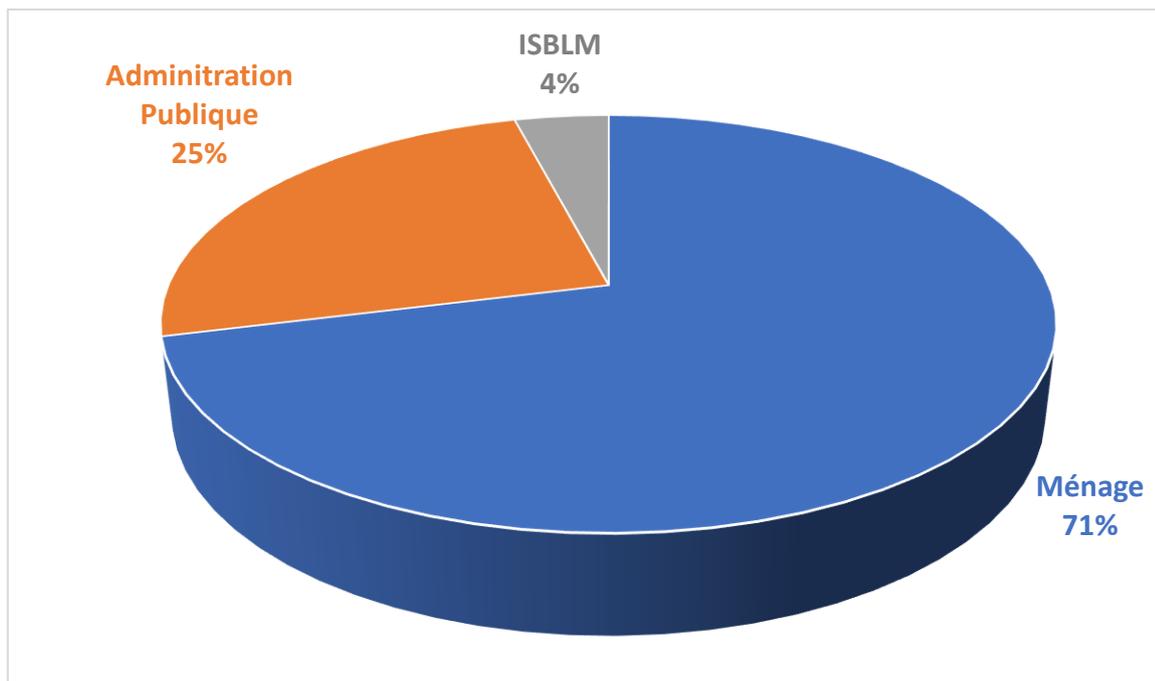
2.1.1. La consommation finale

Une reprise de la croissance des dépenses de consommation finale

Les dépenses de consommation finale ont été marquées par une reprise de leur rythme de croissance en 2021. En effet, après une baisse de 0,8% en 2020, les dépenses de consommation finale ont connu une hausse de 7,0% en 2021, contribuant ainsi à la croissance du PIB de 5,6 points. Néanmoins, la part des dépenses de consommation finale dans le PIB est de 81,2% en 2021 après 83,6% en 2019, avec une part moyenne de 82,0% sur la période 2019 à 2021.

Cette évolution des dépenses de consommation finale est partagée entre une hausse de la consommation finale des ménages (+2,9%), celles des administrations publiques (+18,0%) et celles des ISBLM de (+11,1%). La consommation finale des administrations publiques a connu une reprise de son rythme de croissance après une chute en 2020 (hausse de 18,0% en 2021, et de 12,4% en 2019 contre une baisse de 9,0% en 2020). S'agissant des dépenses de consommation finale des ménages, elle est restée plus ou moins stable (2,9% en 2021 et 2,2% en 2020). En termes de structure, la consommation finale des ménages représente 71,0% de la consommation finale globale. Les dépenses de consommation finale des administrations publiques représentent quant à elles 25,0% et celles des ISBLM 4,0%.

Figure 2 : Répartitions de la consommation finale selon le secteur institutionnel



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

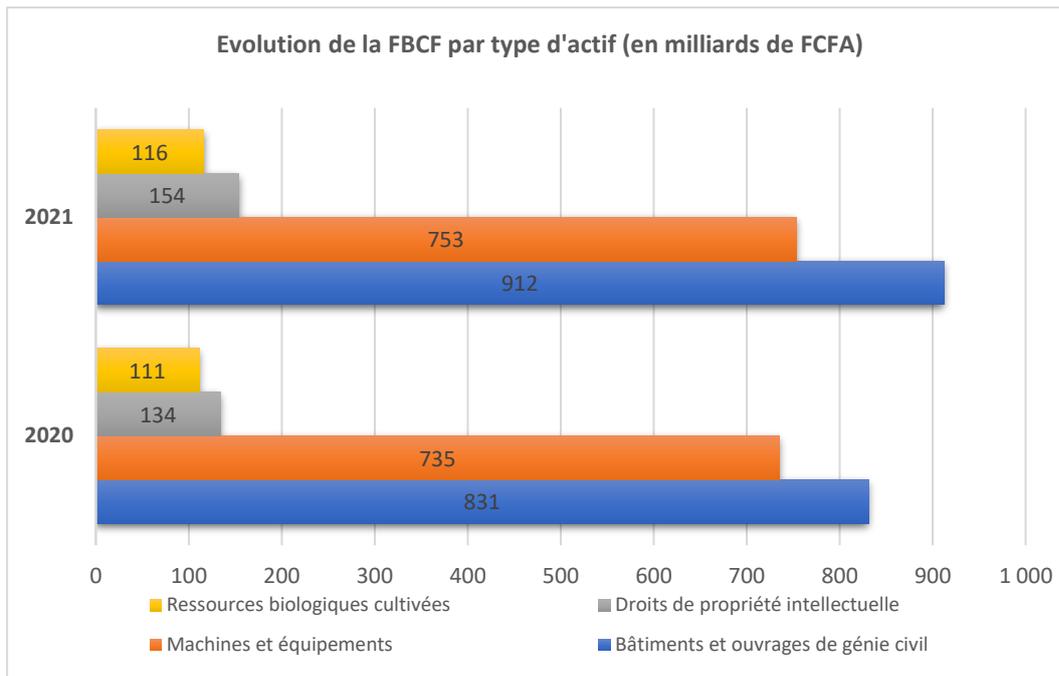
Une accentuation de la décroissance des investissements

La décroissance des investissements constatée en 2020 s'est accentuée en 2021 avec une baisse de 5,9%. Cette décroissance s'explique principalement par la forte baisse du volume des stocks (-257,2% en 2021 contre -167,0% en 2020) conjuguée à la légère hausse de la formation brute de capital fixe (+3,2%).

Les dépenses d'investissement ont donc contribué négativement à la croissance du Produit Intérieur brut (-1,0 point en 2021 contre -0,3 point en 2020).

La structure de la formation brute de capital fixe est restée inchangée entre 2020 et 2021. Les bâtiments et les ouvrages de génie civil demeurent le type d'actif le plus important, suivi des machines et équipements. En troisième position apparaissent les droits de propriété intellectuelle et au bas de l'échelle, les ressources biologiques cultivées.

Figure 3 : Formation brute de capital fixe par type d'actif, Valeurs courantes (en millions de FCFA)



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2.1.2. Les échanges avec l'extérieur

Une amélioration des termes de l'échange

Les termes de l'échange se sont améliorés en 2021, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs.

Cette amélioration est induite par une baisse des prix à l'exportation et une hausse des prix à l'importation. Les prix à l'exportation ont baissé de 2,5% tandis que ceux à l'importation ont connu une hausse de 2,8%.

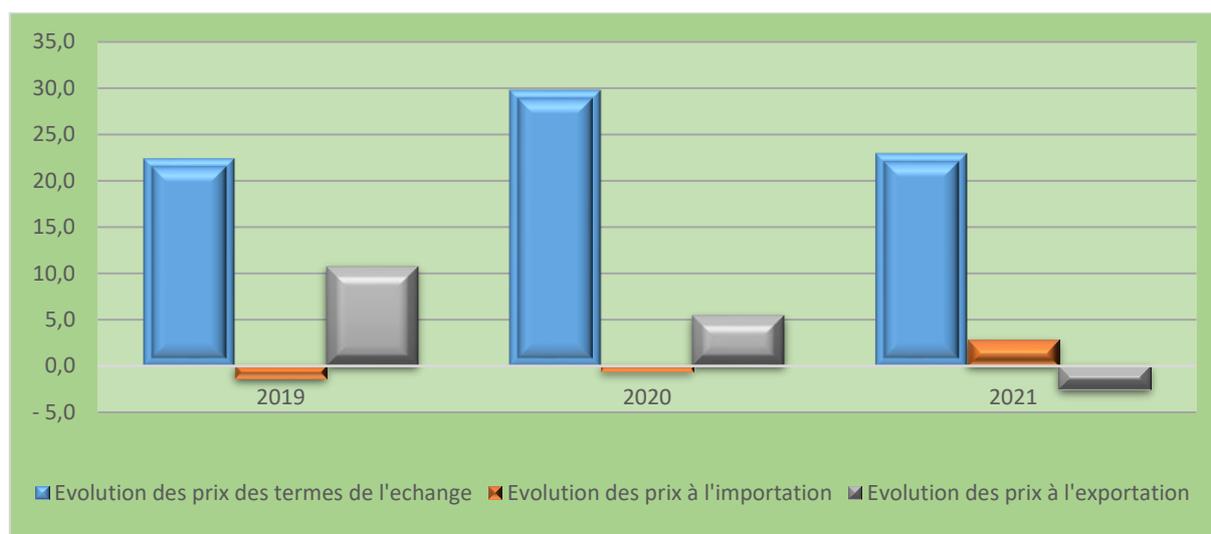
La baisse des prix à l'exportation, provient essentiellement de celle des prix à l'exportation des Machines et équipements, notamment les prix des Équipements TIC (-30,5%) et des Légumes et tubercules alimentaires (-12,2%).

La hausse des prix à l'importation quant à elle, émane notamment de la hausse des prix des produits métalliques importés (+14,3%), des autres produits agricoles.

Les termes de l'échange ont connu une évolution irrégulière sur la période 2019-2021. En 2019 l'évolution était de +22,4%, elle s'est accrue de 29,7% en 2020 et de 22,9% en 2021.

La figure ci-après montre l'évolution des termes de l'échange entre 2019 à 2021.

Figure 4 : Évolution des termes de l'échange entre 2019 et 2021.



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

3. La formation des prix

L'inflation franchit la norme communautaire de l'UEMOA en 2021

Le niveau général des prix est en hausse de 3,9% en 2021 au Burkina Faso après une hausse de 1,9% en 2020. C'est la deuxième fois, depuis une dizaine d'année (2012 à 2021) que le taux d'inflation au Burkina Faso franchit la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3%.

En effet, le niveau de l'inflation était de 3,8% en 2012 et est resté inférieur au seuil de 3% sur la période 2013 - 2020, pour s'établir à 3,9% en 2021.

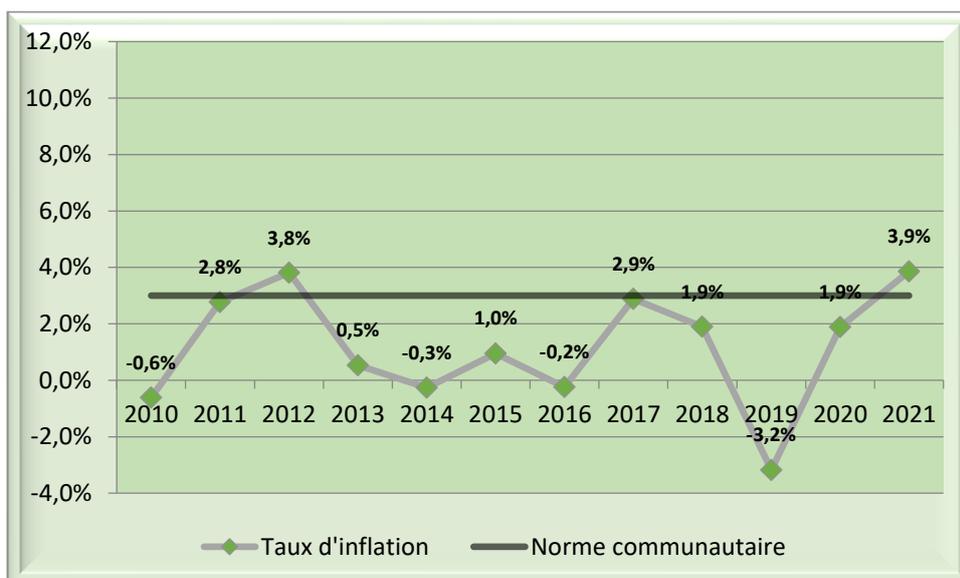
L'inflation en 2021 s'explique principalement par une augmentation des prix des produits alimentaires, des boissons (alcoolisées et non alcoolisées), du tabac et des stupéfiants. Une hausse des prix est également notée au niveau de la fonction logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles. Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont augmentés de 7,3%, ceux des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants de 4,7% et ceux du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles de 2,0%.

La hausse des prix des produits alimentaires s'explique par la mauvaise campagne agricole en 2021 avec une baisse d'environ 10,0% au niveau de la production de céréales. Aussi, la hausse des prix des produits énergétiques pourrait s'expliquer par celle des prix à l'importation des hydrocarbures.

Par ailleurs, une hausse des prix est enregistrée au niveau de l'enseignement (+1,5%).

L'augmentation des prix dans les précédentes fonctions est freinée par une légère baisse des prix dans la fonction « Transport » (-0,4%).

Figure 5 : Évolution du taux d'inflation entre 2010 et 2021.



Source : INSD, INHPC, base 2014

Equipe de travail

Directeur Général :	Boureima OUÉDRAOGO
Directeur Général Adjoint	Bernard BÉRÉ
Directeur des Statistiques et des Synthèses Économiques :	B. François RAMDÉ
Chef de Service des Comptes Economiques et des Analyses Macroéconomiques :	Pousga Dieudonné SAWADOGO

Équipe de rédaction :

Fati ZOURÉ
Wendévidé KABORÉ
Moussa TRAORÉ
B. Ferdinand NEYA
Bawomo NEZIEN
Arsène NABI
Israël SAWADOGO
A. Boris ADITOUA
Marie Christelle ZONGO
Henriette SOMDA
Abdoul Fatass BONKOUNGOU
Bassirou DIANDA
Frédéric LAMY
Thomas OUÉDRAOGO

Équipe de collecte :

Maliki OUÉDRAOGO
Elysée KABORÉ
Marguerite SAWADOGO
Yaouba KOEFI
Ibrahim OUÉDRAOGO
Sibiri SÉBÉGO

COMPTES NATIONAUX ANNUELS

DSSE /SCEAM /2024 /02

Janvier 2024